

## De l'exil à la représentation parlementaire : une nouvelle génération d'élites kurdes en politique (1946-1955)

Adnan Celik et Béatrice Garapon

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/anatoli/615>

DOI : 10.4000/anatoli.615

ISSN : 2498-0730

**Éditeur**

CNRS Éditions

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 205-232

ISBN : 978-2-271-11659-8

ISSN : 2111-4064

**Référence électronique**

Adnan Celik et Béatrice Garapon, « De l'exil à la représentation parlementaire : une nouvelle génération d'élites kurdes en politique (1946-1955) », *Anatoli* [En ligne], 8 | 2017, mis en ligne le 22 mars 2018, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anatoli/615> ; DOI : 10.4000/anatoli.615

---

# De l'exil à la représentation parlementaire : une nouvelle génération d'élites kurdes en politique (1946-1955)

Adnan Celik & Béatrice Garapon

De nombreux auteurs s'accordent à dire que les années 1950 sont une période de silence pour la question kurde<sup>1</sup>. La terrible répression des années 1920 et 1930, puis l'intégration croissante des régions kurdes à l'économie nationale, dans les années 1950, agissent comme de puissants extincteurs des revendications kurdes. Les spécialistes conviennent que le mouvement kurde renaît à partir de 1960<sup>2</sup>. La formation, dans les années 1960, d'une nouvelle élite kurde, séparée des figures de pouvoir traditionnelles telles que les chefs tribaux et les cheikhs religieux, issue de classes urbaines et diplômées, a été bien étudiée<sup>3</sup>. Ces « entrepreneurs identitaires »<sup>4</sup> de la société kurde ont réussi à développer un mouvement politique durable, contrairement aux rébellions de la période républicaine. C'est grâce à leurs efforts que la protestation kurde s'est transformée en un mouvement politique bien organisé dans les années 1970<sup>5</sup>. Ces nouveaux acteurs sont pourtant, en un sens, le produit des années 1940-1950 : nous tenterons de montrer, dans cet article, en quoi les années 1950, et notamment l'expérience parlementaire – et son relatif échec –, sont la matrice des mobilisations des années 1960 et 1970.

1. BOZARSLAN H., *La question kurde : États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997. GORGAS J. T., *La question kurde : passé et présent*, s.l., Paris, L'Harmattan, 2014.

2. BOZARSLAN H., *op. cit.*

3. ASLAN S., *Nation-building in Turkey and Morocco: governing Kurdish and Berber dissent*, New York, NY, Cambridge University Press, 2015, p. 115.

4. LAÏTIN D. D., *Language Repertoires and State Construction in Africa*, First Edition edition., Cambridge England ; New York, Cambridge University Press, 1992 ; Nicole Watts reprend ce terme dans WATTS N. F., *Activists in office: Kurdish politics and protest in Turkey*, Seattle, University of Washington Press, 2010.

5. ASLAN S., *op. cit.*, p. 118.

## Un espace en mouvement

La décennie « démocrate », du nom du parti qui arrive au pouvoir en 1950, marque l'entrée au parlement de députés kurdes d'un type nouveau. Ces députés, s'ils sont très loin de toute revendication souverainiste, portent malgré tout de lourdes accusations contre le Parti républicain du peuple, et demandent des comptes pour les crimes de la période du parti unique. C'est la première fois que des députés kurdes portent cette question devant le parlement ; en un sens, il s'agit de la première expérience kurde « légaliste ». C'est en tout cas le premier avatar d'un discours sur la question kurde qui sera beaucoup repris par ailleurs, celui d'une discrimination et d'une violence d'État inacceptables dirigées contre la population kurde.

Ces députés – nous centrerons notre analyse sur les plus actifs d'entre eux, Yusuf Azizoğlu, Mustafa Remzi Bucak et Mustafa Ekinci –, sont en même temps les représentants d'une génération nouvelle d'acteurs de la question kurde, qui compte dans ses rangs Musa Anter, Tarık Ziya Ekinci, Canip Yıldırım, plusieurs membres de la famille Cemiloğlu et de la famille Altunakar. Cette génération est issue de familles de notables de Diyarbakır proches de l'État unioniste, mais elle est profondément marquée par la répression des années 1930, et notamment l'envoi en exil de plusieurs grandes familles, que ces hommes ont vécu, pour un grand nombre d'entre eux, dans leur enfance, ou dans leur jeune âge – à l'âge où les premières impressions ont tendance à « se fixer comme des *images naturelles du monde* », pour citer Mannheim<sup>6</sup>. Plus tard, un certain nombre d'entre eux étudient à Istanbul autour de la fin des années 1930 et durant les années 1940. C'est là qu'ils auront l'occasion de se rencontrer au sein du Foyer des étudiants de l'Est, qui avait été fondé en 1937, le *Dicle Talebe Yurdu*. Les étudiants de ce foyer forment, dans la terminologie de Mannheim, un « groupe concret », c'est-à-dire un réseau de gens qui se connaissent entre eux, partagent une même vision du monde et des valeurs identiques – ici au moins, la conscience d'une *kurdicité* commune.

Ce n'est pas un hasard si la plupart des membres de ce groupe choisissent d'entrer au Parti démocrate, puis au parlement ; en un sens, il s'agit de la première forme de militantisme kurde au sein d'un parti politique national. Dès 1953, l'activisme parlementaire de ces députés s'essouffle et ne rencontre aucun écho au sein du parti ; en 1955, les trois députés quittent le

.....  
6. MANNHEIM K., *Le problème des générations*, traduit par Gérard Mauger et traduit par Nia Parivolaropoulou, (Première édition en 1990), Paris, Armand Colin, 2011.

Parti démocrate. Cet échec relatif de l'expérience parlementaire, ainsi que le raidissement du pouvoir, entraînent un durcissement de la position de ces nouveaux entrepreneurs de la question kurde, qui préfigure l'activisme des années 1960 et 1970. Le coup d'État de 1960, puis la nouvelle constitution, seront l'occasion d'une nouvelle rupture générationnelle.

Une remarque s'impose : l'entrée de certains députés kurdes au parlement et leurs demandes répétées pour faire respecter certains droits des Kurdes ne sont pas le seul effet de la « démocratisation » sur les rapports entre les élites kurdes et l'État. La cooptation des élites traditionnelles, grands propriétaires terriens, chefs tribaux et chefs de confrérie, au sein du Parti démocrate, est une autre conséquence, extrêmement importante, du passage au « multipartisme » et, dans son sillage, de la naissance des partis de la droite de gouvernement. En un sens, le Parti démocrate, à sa fondation, s'appuie sur deux types d'acteurs kurdes : les élites traditionnelles et la « nouvelle génération » dont nous souhaitons brosser un portrait dans cet article. La cooptation des élites « traditionnelles » n'est pas l'objet de notre étude, même si nous aurons l'occasion d'y revenir ici et là.

La difficulté majeure de notre objet réside dans son caractère fuyant : le groupe agrégé autour de Yusuf Azizoglu, de Mustafa Remzi Bucak et de Mustafa Ekinci – nous l'avons appelé ainsi faute de pouvoir le caractériser autrement – ne se limite pas strictement aux gens qui étaient enfants lors de l'exil des années 1920 et 1930, puis étudiants, et enfin députés ou hommes politiques DP puis HP dans les années 1950. Au sein de ce groupe, Yusuf Azizoglu est presque le seul à suivre ce parcours. Nous remarquons simplement que, dans ce groupe, les trajectoires<sup>7</sup> des différents acteurs convergent, à un moment ou à un autre. Certains députés élus en 1950 sont plus âgés, n'ont pas étudié à Istanbul, ou n'appartiennent pas au petit groupe du Foyer des étudiants de l'Est. Certains, qui ont été envoyés en exil dans leur enfance, ne seront pas étudiants à Istanbul : c'est par exemple le cas de Mustafa Ekinci. Globalement, les trajectoires de ces acteurs gravitent autour de deux pôles : l'expérience de l'exil et celle du « Foyer des étudiants de l'Est » à Istanbul. On pourrait ajouter à cela la propriété terrienne. Ces trois expériences sont aussi des événements qui créent de l'interconnaissance. Comme

.....  
7. La notion renvoie à « la série, plus ou moins ordonnée, des positions successives occupées par un individu ou un groupe dans un espace social défini », FOURNIER-PLAMONDON A-S., et SAINT-JACQUES J-R., « (Re)Constituer la trajectoire », *Conserveries mémorielles [En ligne]*, 2014, vol. 17.

## Un espace en mouvement

le souligne François Georgeon, c'est justement à la fin de l'Empire ottoman que les classes d'âges acquièrent une importance particulière<sup>8</sup>. Ainsi, le terme de phénomène générationnel nous a paru opératoire et fécond pour traiter de ce groupe. Dans les années 1940 et dans ce milieu du Foyer des étudiants de l'Est, de nouvelles idées naissent au sein d'un groupe de gens qui se fréquentent quotidiennement. Ensemble, ce petit groupe sera le noyau d'un nouveau genre d'élites politiques kurdes, qui entreront en politique en 1946. En l'absence de données statistiques ou au moins systématiques, qui nous permettraient de dresser un tableau prosopographique de cette génération, nous nous bornerons à procéder par touches biographiques, en fonction des sources dont nous disposons : essentiellement les mémoires de ces acteurs mêmes, mais aussi les comptes-rendus de débats au parlement, et certains documents des archives nationales.

## Une nouvelle génération d'élites kurdes

### Généalogie

Après l'écrasement de la révolte d'Ararat en 1930, tous les militants qui avaient porté la lutte nationaliste sont soit jetés en prison, soit condamnés à mort, soit envoyés en exil en Syrie. La revue *Hawar*, qui circule sous le manteau dans les années 1930 et 1940, met l'accent sur la dimension culturelle, plus que véritablement nationaliste, de la kurdicité<sup>9</sup>. Il n'y a pas de « filiation », au sens concret du terme, entre cette génération de militants nationalistes, qui s'éteint après 1930, et la nouvelle génération qui entre en politique en 1950. À part la famille Cemiloğlu, dont une partie était engagée dans le combat nationaliste, les élites qui entrent en politique à la fin des années 1940 sont plutôt issues de familles de notables, dont certains faisaient partie des cadres unionistes de Diyarbakır, et qui ont, parfois, étroitement collaboré avec l'État turc dans l'exécution du génocide arménien. C'est le cas, par exemple, de la famille Yasinzade, dont Mustafa Ekinci est issu. Les Azizoglu

8. GEORGEON F., « Les Jeunes Turcs étaient-ils jeunes ? Sur le phénomène des générations, de l'Empire ottoman à la République turque » dans *Enfance et jeunesse dans le monde musulman*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2007, p. 147.

9. GORGAS J. T., *Le mouvement kurde de Turquie en exil : continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban, 1925-1946*, Bern Berlin Bruxelles [etc.], Peter Lang, 2007.

n'ont jamais été engagés dans le combat nationaliste. Canip Yıldırım vient d'une famille de notables proches de l'État ; son père était l'ami du *vali* de Diyarbakır dans l'entre-deux-guerres<sup>10</sup>. Ce n'est que par un long processus de politisation que ces élites deviennent actives en politique, jusqu'à, pour certains de leurs membres, entrer au parlement aux côtés du Parti démocrate en 1950.

### L'expérience de l'exil

Aux origines de la politisation des années 1950 se trouve l'expérience de l'exil pour les familles de notables kurdes dans les années 1920 et 1930. Partant de l'idée que, pour briser le mouvement kurde, il fallait briser les structures traditionnelles, l'État turc a organisé l'envoi en exil de plusieurs centaines de familles entre 1916 et 1938<sup>11</sup>.

Ces déportations<sup>12</sup> ont eu lieu en plusieurs étapes. La première étape remonte à 1916, une seconde vague a suivi la répression de la révolte du Cheikh Said en 1925, et la dernière grande entreprise d'envois en exil a eu lieu autour de 1934-1935. Après, la destruction de la région du Dersim en 1937-1938 constituera un autre pan de l'histoire. Les raisons de ces envois en exil sont complexes. S'il semble qu'il se soit agi d'abord, pendant la Première Guerre mondiale, de prévenir toute révolte, les déportations se sont ensuite rapidement abattues sur les tribus kurdes qui n'ont pas été fidèles au Comité Union et Progrès.<sup>13</sup> Ces déportations reprennent et s'intensifient à partir de la répression de la révolte du Cheikh Said, en 1925. C'est aussi à ce moment-là que ces déportations acquièrent une dimension systématique et se transforment en politique publique d'ingénierie sociale. Le 8 septembre 1925, Mustafa Kemal convoque un conseil chargé de produire un rapport sur « la

10. MİROĞLU O., *Canip Yıldırım'la Söyleşi Hevsel Bahçesinde Bir Dut Ağacı*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2005, p. 4.

11. Ces déportations ont été bien étudiées par Uğur Ümit Üngör. ÜNGÖR U. Ü., *The Making of Modern Turkey: Nation and State in Eastern Anatolia, 1913-1950*, New York, OUP Oxford, 2011 ; Un ouvrage de Şeyhmus Diken, *İsyân Sürgünleri*, donne la parole à des membres de familles envoyées en exil, qui étaient enfants à cette période-là. DİKEN Ş., *İsyân Sürgünleri*, İletişim Yayınları., İstanbul, 2010.

12. Le terme utilisé communément aujourd'hui est le terme d' « exil », « *sürgün* ». À l'époque, le terme employé était plutôt celui de « *garbe nakledilme* », « transfert à l'Ouest », qui a un sens plus administratif et plus neutre.

13. ÜNGÖR U.Ü., *op. cit.*

## Un espace en mouvement

façon de réformer l'Anatolie de l'Est ». Ce rapport est accepté par le parlement le 24 septembre 1925, et appliqué massivement pour turquifier le sud-est du pays. Les déportations commencent aussitôt après. Des fidèles du régime tels que les Ganizade, Piriñçizade Edip et Nedim, Piriñçizade Bekir Sıdkı, Cercisagazade Abdülkerim sont envoyés en exil. Les Azizoğlu sont envoyés à Tarsus. Une amnistie partielle est déclarée en 1928, mais une loi, votée le 2 juin 1929, permet à l'État d'exproprier les chefs de tribus et propriétaires kurdes pour distribuer leurs terres aux paysans. De façon intéressante, du reste, Asım Karaömerlioğlu remarque que la loi de partage des terres (*köylüyü topraklandırma kanunu*) a ses racines dans la loi du 2 juin 1929, qui fonctionne comme sa matrice intellectuelle. L'idée que les grands propriétaires terriens et les élites traditionnelles sont responsables du désordre social s'est donc, par la suite, étendue aux zones non-kurdes. Enfin, en 1934 débute une troisième et ultime phase de déportations. La répression vise essentiellement la famille des Cemilpaşa, qui sont envoyés à Lüleburgaz – l'autre partie de la famille avait fui en Syrie et est dénaturalisée. En tout, plus de 25 000 personnes sont déportées à partir de 1934 ; parallèlement, des non-kurdes sont installés dans la région de Diyarbakır.

Ces déportations ont concerné les élites urbaines aussi bien que les propriétaires terriens ou chefs de tribu, et ainsi se sont appliquées, bien souvent, à des familles qui n'avaient pas été mêlées aux révoltes. Les envois en exil touchent même, comme le montre Uğur Ümit Üngör, certaines familles qui étaient intimement liées à l'État turc, notamment depuis l'exécution du génocide des Arméniens. Les Tigrel, certains Piriñçizade, furent envoyés en exil alors même qu'ils étaient les collaborateurs de l'État. Ces déplacements de population ont ainsi, en un sens, brisé la confiance entre les grandes familles de notables, qui pour la plupart avaient collaboré au génocide des Arméniens, et le Parti Républicain du Peuple. Ces déportations n'ont pas suivi un schéma cohérent. Certaines familles, qui avaient été envoyées en exil, ont bénéficié d'une grâce en 1928, puis elles ont été renvoyées en exil en 1934. D'autres familles, au contraire, ont été envoyées en exil en 1925, mais pas en 1934.<sup>14</sup> Les rivalités entre grandes familles ont beaucoup joué : les Piriñçizade ont joué un grand rôle dans la déportation de familles qui étaient leurs rivales, en particulier les Azizoğlu, qui sont à nouveau déportés en 1934. Vahit Altınakar, dans *İsyan Sürgünleri*, raconte que le vali de Diyarbakır, pour la vague de déportations commencée en 1934, demandait aux paysans de dénoncer les

.....  
14. DİKEN Ş., *op. cit.* ; MİROĞLU O., *op. cit.*

propriétaires terriens qui leur avaient fait du tort, pour les envoyer en exil. D'autre part, il est clair que les familles ne sont pas égales devant l'exil : les contacts personnels jouent aussi. Ahmet Mümtaz Cizrelioglu est envoyé en exil après 1934, alors qu'il est juge. Deux années plus tard, l'exil est levé pour lui, grâce à l'aide de Samed Agaoglu, avec qui il est ami depuis l'université<sup>15</sup>. Sadık Bey de Silvan bénéficie de la même clémence<sup>16</sup>.

De plus, les déportations ont créé le sentiment d'un destin commun chez plusieurs familles qui entretenaient par ailleurs une relation de concurrence ou de rivalité. Une fois en exil, les familles doivent compter sur un réseau très restreint, qui implique notamment les autres familles kurdes, qui se trouvent par hasard dans la même ville. Ainsi, l'expérience de l'exil crée de nouvelles solidarités, de nouveaux liens, et, finalement, un réseau qui va bien au-delà des réseaux traditionnels, généralement limités à la famille élargie. İskan Azizoğlu raconte qu'à Konya, sa famille fréquente la famille Cizrelioglu et la famille Cemilpaşazade<sup>17</sup>. Dans *İsyân Sürgünleri*, Şermin Cemiloğlu raconte les soirées passées à Denizli avec Sabahattin Savcı et Selahattin Savcı. Quelques Cemilpaşa et Mustafa Ekinci sont également à Denizli. Sabahattin Savcı sera, dans les années 1950, un membre influent de l'organisation locale du DP<sup>18</sup>, aux côtés de Yusuf Azizoglu et Mustafa Ekinci.

Pour beaucoup d'exilés, en particulier les enfants, l'exil a surtout été l'expérience du racisme, l'expérience d'être un Autre dans un environnement hostile. Beaucoup n'avaient pas conscience que la kurdicité, qui paraissait naturelle puisqu'ils n'avaient jamais vécu qu'entre Kurdes, puisse rencontrer une quelconque hostilité. Dans le livre de Şeyhmus Diken, de nombreux interrogés racontent avoir été confrontés au préjugé selon lequel les Kurdes avaient « une queue », et avoir été traités de « Kurdes à queue ». Pour certains, cette expérience d'une forme de xénophobie a même joué un rôle dans un engagement en politique, ou du moins cela est raconté comme tel. Nejat Cemiloğlu, par exemple, raconte les quolibets dont il était affublé par ses camarades à l'école, et à l'aune du récit qu'il en fait, on ressent encore une très vive émotion<sup>19</sup>. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles les

.....  
15. DİKEN Ş., *op. cit.*, p. 189.

16. Vahit Altınakar l'explique très bien dans *Ibid.*, p. 233-245.

17. *Ibid.*, p. 213.

18. MİROĞLU O., *op. cit.*

19. DİKEN Ş., *op. cit.*

## Un espace en mouvement

revendications kurdes, dans les années 1950, portaient plus sur une égalité entre Kurdes et Turcs que sur la revendication d'une particularité kurde. Tarik Ziya Ekinci raconte que la politisation des étudiants kurdes des foyers de l'Est, à Istanbul et à Ankara, s'est faite essentiellement sur la critique de l'envoi en exil<sup>20</sup>. Alors que les déportations visaient à turquifier les familles kurdes, c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Les envois en exil ont contribué à créer le sentiment d'un destin commun, et donc potentiellement d'une nation commune.

Enfin, et de façon paradoxale, l'exil a donné à certains membres de ces élites kurdes l'opportunité d'élargir leurs horizons, notamment par une parfaite maîtrise de la langue turque. Tarik Ziya Ekinci raconte dans ses mémoires l'aura qui entourait Yusuf Azizoglu au Foyer des étudiants de l'Est, notamment en raison de sa parfaite maîtrise du turc, qu'il parlait avec l'accent d'Istanbul<sup>21</sup>. Mais Yusuf Azizoglu n'est pas le seul : dans les entretiens que Şeyhmus Diken réalise avec des enfants d'exilés, il n'est pas rare que l'un ou l'autre d'entre eux affirme avec fierté sa très bonne maîtrise du turc. Cette maîtrise du turc facilitera l'entrée à l'université. Mais c'est aussi, et surtout, la découverte de la Turquie, que la plupart des exilés, en réalité, ne connaissait pas. L'école, par exemple, est un lieu important de cet apprentissage. En 1938, à la mort d'Atatürk, Şahin Cizrelioglu a six ans. Alors qu'il est en classe, le professeur leur intime l'ordre de pleurer. « Les larmes ne viennent pas, professeur ! » se plaint l'enfant ; « Eh bien, mets de la salive sur tes yeux ! », réplique l'instituteur<sup>22</sup>.

On pourrait enfin mentionner, lors du retour à Diyarbakır, le choc de la pauvreté et de l'arriération pour ces enfants éduqués ailleurs. Lors de son retour à Diyarbakır, Şahin Cizrelioglu remarque que les enfants des rues se battent pour récupérer les épluchures jetées par terre de la pomme qu'il vient de manger. Comme le blé est devenu cher, les paysans le vendent et font du pain avec du millet. Au moment où il tombe malade à l'été 1946, on lui apporte un peu de poussière dans une boîte d'allumettes vide, en lui disant que c'est la poussière de la voiture du cheikh, que c'est un bon médicament contre le mal de tête<sup>23</sup>.

---

20. EKİNCİ T. Z., *Lice'den Paris'e Anılarım*, İstanbul, İletişim Yayıncılık, 2010.

21. *Ibid.*, p. 198.

22. DİKEN Ş., *op. cit.*

23. *Ibid.*, p. 216.

### Le Foyer des étudiants de l'Est (« Dicle Talebe Yurdu »)

Pour la génération qui entre en politique à la fin des années 1940, une autre expérience fondatrice est celle de la socialisation commune au sein du Foyer des étudiants de l'Est, le *Dicle Talebe Yurdu*, puis du *Firat Talebe Yurdu*, fondé par Musa Anter. Il n'y a pas de lien nécessaire entre ces deux expériences, celle de l'exil et celle du foyer. Certains étudiants au foyer ne viennent pas de familles qui ont été envoyées en exil ; certains, qui avaient été envoyés en exil, ne partent pas étudier à Istanbul par la suite.

Fondé en 1937, le *Dicle Talebe Yurdu* était conçu pour accueillir des étudiants de l'Est de la Turquie, pour leur fournir un logement à bas prix, et un repère dans la grande ville d'Istanbul. Ce foyer a été formé à l'image d'autres foyers qui accueillaient des étudiants de différentes régions de Turquie, toujours sur la base d'une région commune d'origine (*hemşehrilik*). Dans le récit de plusieurs hommes politiques kurdes, entrés en politique autour de la fin des années 1940, le *Dicle Talebe Yurdu* apparaît comme une expérience fondatrice.

D'abord, le foyer est l'occasion de prendre conscience d'une kurdicité commune, et ce malgré des dialectes ou des religions différents. La barrière sociale est aussi nettement moins visible. Même si la plupart des étudiants kurdes à Istanbul viennent de familles aisées, tous sont placés sur un pied d'égalité : Musa Anter devient ami avec Yusuf Azizoğlu, qui est un peu plus âgé que lui, et raconte qu'il a été étonné d'apprendre que ce dernier venait d'une famille aristocratique kurde. Il relate comment Yusuf Azizoğlu ne faisait pas état de ses origines sociales, s'habillant de façon élégante, plutôt comme un *dandy* que comme un *ağa*<sup>24</sup>. La distance sociale qui aurait pu exister entre un membre d'une grande famille telle que la famille Azizoğlu et des familles d'une notabilité plus récente est effacée dans le milieu de l'université, et plus encore du foyer. L'absence des parents, de la famille, est un autre élément important. Canip Yıldırım raconte que, au lycée de Diyarbakır, tout le monde savait que Ali Karahan avait des opinions « kurdistes » (« *kürtçü* »). Les parents interdisaient aux jeunes hommes de le fréquenter. Une fois à l'université, l'absence des parents permet à Canip Yıldırım de devenir ami avec Ali Karahan<sup>25</sup>.

24. ANTER M., *Hatıralarım*, İstanbul, Aram, 2011.

25. MİROĞLU O., *op. cit.* p. 81.

## Un espace en mouvement

Les années 1940 sont aussi une période de tension du climat politique dans les grandes villes de Turquie, où certains groupes d'extrême-droite, admirateurs de l'Allemagne nazie, revendiquaient une attitude extrêmement dure vis-à-vis de toute revendication kurde. Il semblerait que les étudiants de l'université d'Istanbul, dans les années 1940, aient été très proches de ces mouvements-là. Tarık Ziya Ekinci fait un récit intéressant de la façon dont il a pris conscience de sa kurdicité. Alors qu'il discute avec un camarade de la faculté de médecine, il raconte une anecdote comique concernant sa grand-mère, qui ne parle pas le turc. Le camarade se raidit et déclare que « quiconque ne parle pas le turc n'est pas turc ». Tarık Ziya Ekinci tente de discuter, et finit par dire que sa propre mère ne parle pas le turc. « Quiconque ne parle pas turc n'est pas turc et ne mérite pas de vivre sur le sol turc » poursuit d'un ton impassible son camarade. Tarık Ziya Ekinci raconte sa sidération, et la façon dont il a pris conscience que la plupart des étudiants de médecine partageaient les opinions de son camarade. C'est après cet épisode, raconte-t-il, qu'il s'est mis à passer plus de temps avec ses camarades du *Dicle Talebe Yurdu*, qui, au moins, le comprennent et ne l'accusent pas d'être ce qu'il est.<sup>26</sup> Un ancien exilé, interrogé par Şeyhmus Diken, Şahin Cizrelioğlu, raconte aussi comment il est passé lui-même du nationalisme turc, alors qu'il était lycéen à Konya, à la revendication d'une identité kurde, en fréquentant le *Dicle Talebe Yurdu*.<sup>27</sup>

Le foyer a aussi donné la possibilité à plusieurs futurs intellectuels de discuter, assez librement, de la question kurde. Les activités se limitaient à l'organisation de manifestations culturelles : des « nuits de l'Est », des lectures clandestines du journal *Hawar*, publié en Syrie. Tarık Ziya Ekinci dit bien, dans ses mémoires, que la kurdicité restait à un stade sentimental, proche de la simple nostalgie pour la région d'origine, qu'aurait pu éprouver tout étudiant exilé à Istanbul<sup>28</sup>. Mais sous un régime, dans les années 1940, où l'expression de toute kurdicité était criminalisée, ces manifestations acquièrent assez facilement un sens politique. C'est ainsi que la politisation de ce vivier du groupe du *Dicle Talebe Yurdu*, à la fin des années 1940, au profit du DP, sera très rapide. Musa Anter raconte dans ses mémoires qu'à la fin de 1944, il fonde, avec quelques autres, une société secrète, qui a pour mission l'« élévation du peuple kurde ». Le groupe réuni en cachette prête serment, de façon

.....  
26. EKİNCİ T. Z., *op. cit.*

27. DİKEN Ş., *op. cit.*

28. Ekinci T. Z., *op. cit.*

solennelle, sur un drapeau aux couleurs du Kurdistan, fabriqué de toutes pièces par Musa Anter, pour éviter tout soupçon<sup>29</sup>. Même s'il ne faut pas sur-interpréter cette société secrète, qui reste à mi-chemin entre l'acte politique et la lubie d'étudiants, cela montre que les activités culturelles des étudiants du foyer étaient très proches de se charger d'un sens politique.

Les discussions pouvaient porter, par exemple, sur le Kurdistan au sens large. Tarik Ziya Ekinci évoque, dans ses mémoires, une réunion qui a eu lieu en 1946, lors de la chute de la république kurde de Mahabad. De nombreux étudiants présents à la réunion n'avaient jamais entendu parler du Kurdistan d'Iran. Tarik Ziya Ekinci lui-même n'était pas au courant de la fondation d'une telle république. La discussion tournait autour de la question suivante : faut-il partir se battre pour aider nos frères kurdes, ou faut-il attendre de finir nos études, d'avoir un métier stable et des revenus, pour porter la lutte sur le terrain légal et institutionnel ? Tarik Ziya Ekinci raconte qu'il était lui-même partisan de la voie legaliste. Mais il dit aussi qu'il n'a entendu parler de personne qui soit vraiment parti faire la guerre au côté des Kurdes d'Iran<sup>30</sup>.

Cette opposition, même précoce, entre « radicaux » et « modérés » montre que le groupe des étudiants du foyer n'était pas unifié. L'expérience d'une kurdicité commune, au-delà des différences, se double de l'expérience d'un désaccord, de points de rupture. Beaucoup de témoins racontent les conflits qui pouvaient exister au sein du foyer, visiblement plus sur des bases factionnelles qu'« idéologiques ». Tarik Ziya Ekinci et Musa Anter mentionnent, dans leurs mémoires, le groupe des « Siverekli », des natifs de Siverek, qui sont les plus politisés et qui forment le réseau le plus efficace. Un contre-groupe se forme, composé d'éléments disparates. C'est que, explique Tarik Ziya Ekinci, ce groupement n'avait pas vraiment de base idéologique. C'était surtout pour équilibrer la toute-puissance du groupe des « Siverekli », qui, sans ce contrepoids, aurait fait régner sa loi à sa guise<sup>31</sup>.

Une nouvelle génération, « occidentalisée », très distincte de l'ancienne génération nationaliste, se dessine ainsi. Les membres de cette nouvelle

.....  
29. ANTER M., *op. cit.*

30. EKİNCİ T. Z., *Lice'den Paris'e Anılarım*, *op. cit.* En fait, il y a bien eu une participation de certains Kurdes de Turquie, comme Ihsan Nuri, à la République de Mahabad.

31. *Ibid.*, p. 201.

## Un espace en mouvement

génération disposent d'un capital culturel qui leur permet d'investir l'espace politique et intellectuel national. En retour, il leur est possible de convertir cet investissement en ressource politique locale. C'est ce double dynamique, entre l'échelle locale et l'échelle nationale, qui préside à l'entrée en politique de cette nouvelle génération.

## L'entrée en politique : dynamiques nationales, dynamiques locales

À sa fondation, le Parti démocrate a principalement recruté sur la base de réseaux personnels. C'est la raison pour laquelle certains membres identifiés comme *leaders* du *Dicle Talebe Yurdu*, tels que Faik Bucak, sont courtisés par les fondateurs du nouveau parti. Cela est très bien décrit par Musa Anter dans ses mémoires. Les hommes politiques du Parti démocrate se rendent aux « soirées de l'Est » organisées par les étudiants du *Dicle Talebe Yurdu*. Musa Anter raconte un passage où il est forcé de serrer la main de Celal Bayar, qui se rend à l'une de ces soirées, alors que c'est Musa Anter lui-même qui l'organise<sup>32</sup>. Tark Ziya Ekinci raconte que les nouveaux partis politiques s'arrachent Faik Bucak car ils pensent que ce dernier pourra leur apporter beaucoup de voix<sup>33</sup>. Finalement, Faik Bucak accepte de passer au Parti démocrate. Mais pour la jeunesse kurde diplômée, c'est aussi une question de principe. Ziya Ekinci raconte bien comment, pour la jeunesse de l'époque, il va absolument de soi de soutenir le DP contre le CHP. Cette adhésion de principe est d'ailleurs presque autant une opposition au CHP : les jeunes du *Dicle Talebe Yurdu*, dès l'été 1945 et avant même que le DP ne soit fondé, soutiennent le parti de l'islam et du développement de Nuri Demirağ, le premier parti fondé, sans même en connaître le programme<sup>34</sup>.

Cela n'est pas sans créer des conflits générationnels : Ziya Ekinci relate le conflit qui l'oppose à son père lors des élections de 1950. Son père est candidat CHP à Lice, alors que lui-même, son fils, Ziya Ekinci, est un membre actif du Parti démocrate et en fait la propagande électorale<sup>35</sup>. À partir de

.....  
32. ANTER, *op. cit.*

33. EKINCI T. Z., *op. cit.*

34. *Ibid.*, p. 215.

35. *Ibid.*, p. 230.

1949, Musa Anter, qui était déjà à l'époque l'une des premières figures d'un mouvement kurde en formation, publie à Istanbul un hebdomadaire, *Dicle Kaynağı*, qui soutient largement le DP<sup>36</sup>.

### Le retour des exilés à Diyarbakır

Avec le règlement de la loi du 18 juin 1947, les familles qui avaient été déportées obtiennent le droit de revenir dans leurs anciens lieux de résidence. Grâce à l'amnistie, plus de 16 000 familles (16 388 exactement) regagnent leur foyer<sup>37</sup>. Le retour des exilés entraîne une série de tensions sociales. Une fois rentrées sur leurs terres, ces familles veulent reconstruire leur pouvoir social et économique. Pour cela, il faut rétablir des liens de confiance avec l'État, dans le double cadre d'une compétition pour le pouvoir avec les familles qui ne sont pas parties en exil (notamment les Pirinçizade), et de vifs conflits sociaux avec les paysans, à qui les terres des exilés avaient été allouées.

En 1946, plusieurs familles d'exilés se retrouvent à Istanbul, avant de regagner Diyarbakır, pour discuter des modalités de leur retour. Sahin Cizrelioğlu, membre d'une famille qui avait été envoyée en exil au début des années 1930, raconte cette réunion<sup>38</sup>. Mustafa Ekinci, certains membres de la famille Cemilpasa, Hüseyin Azizoglu et sa famille, Ali Özkan de Silvan sont présents. Tous décident de rentrer coûte que coûte à Diyarbakır – en 1946, au moment de la réunion, la loi d'amnistie n'est pas encore passée. Mais l'année 1946, avec la fondation du Parti démocrate, la république kurde de Mahabad, témoigne déjà de grands changements à venir, à la fois en Turquie et dans l'espace kurde. Lors de la réunion, on écoute la radio kurde d'Irak et des chansons kurdes grâce à un gramophone. Les familles présentes passent une alliance et décident de continuer à collaborer après le retour à Diyarbakır. En 1950, plusieurs membres de ces familles décident d'entrer ensemble au Parti démocrate, et de former la branche locale du parti à Diyarbakır. Le gouverneur de Diyarbakır, pour empêcher la branche du parti d'opposition de se former, refuse de rendre leurs biens aux familles d'exilés qui adhèrent au

36. ANTER M., *op. cit.*, p. 123.

37. GÖK S., *Tek parti döneminde Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da iskân politikaları, (1923-1950)*, Thèse de doctorat, Dokuz Eylül Üniversitesi, Izmir, 2005, p. 128. C'est confirmé dans une session parlementaire, le 29 décembre 1948. Kemali Bayazit, le ministre des Affaires sociales et de la Santé, confirme que depuis le 18 juin 1947, soixante-quatorze familles de déportés sont rentrées à Diyarbakır. *T.B.M.M. Tutanak Dergisi, Yirmi Beşinci Birleşim*, Ankara, 1949, vol.XIV, p. 349.

38. DİKEN Ş., *op. cit.*, p. 219.

## Un espace en mouvement

Parti démocrate<sup>39</sup>. La famille Cizrelioğlu, à ce moment-là, abandonne l'idée de fonder la branche locale du parti. Mais Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu persistent, et deviendront par la suite députés de Diyarbakır.

## Le problème des terres

Le retour des exilés fait naître une « question agraire », qui détermine largement la forme du clivage local entre Parti démocrate et Parti du peuple après 1946 dans la région de Diyarbakır. Conformément à la loi n° 2510, les terres des déportés ont été expropriées par l'État, et une grande partie de ces terres a été distribuée aux « villageois sans terres et immigrés », essentiellement de façon informelle. Suite à la question orale d'Osman Ocak (1901-1984), député de Diyarbakır, à propos de la redistribution de terres à Diyarbakır en 1949, Kemali Bayizit Bey, le ministre de la Santé et de la Protection Sociale de l'époque, indique que 187 661 acres<sup>40</sup> de terres ont été expropriées aux familles envoyées en exil, surtout entre les années 1929 et 1932. Selon la confirmation de Bayizit, le Trésor a payé 138 585 livres turques<sup>41</sup> pour ces terres. 40 787 acres de ces terres ont été distribuées aux « peuples locaux » (c'est-à-dire aux paysans kurdes) et 85 711 acres ont été distribuées à des immigrés – pour la plupart des musulmans venus des Balkans. Le reste, 60 163 acres, est à la disposition du Trésor. En tout, 15 124 acres de terres de soixante-quatorze familles qui sont rentrées d'exil ont été distribuées aux agriculteurs locaux et aux immigrés<sup>42</sup>. De plus, 11 926 acres de terre appartenant à des « oppresseurs » qui ont fui en Syrie<sup>43</sup> ont aussi été expropriées par le Trésor. Du 18 juin 1947 au 28 décembre 1948, dix anciens exilés ont intenté un procès au Conseil d'État pour récupérer leurs terres<sup>44</sup>.

.....  
39. *Ibid.*, p. 218-220.

40. L'unité de mesure des terres dans la Turquie de l'époque est le *dönüm*, qui correspond à un décare, soit 1/10<sup>e</sup> d'hectare, même si cette unité de mesure est imprécise et subjective. Un sociologue anglais de l'époque, Paul Stirling, explique que les *dönüm* changent de taille d'un village à l'autre, et que cette unité est loin d'être standardisée dans les années 1950. Les chiffres mentionnés permettent donc uniquement de se faire une idée.

41. Il est très difficile de donner une estimation de la valeur exacte de ces terres, le prix de la terre ayant beaucoup augmenté depuis la fin des années 1940.

42. *T.B.M.M. Tutanak Dergisi*, *op. cit.*, p. 349.

43. Il s'agit certainement de la famille Cemiloglu. Voir Jordi Tejel, GORGAS J. T., *Le mouvement kurde de Turquie en exil : continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban, 1925-1946*, *op. cit.*

44. *T.B.M.M. Tutanak Dergisi*, *op. cit.*, p. 349.

## De l'exil à la représentation parlementaire...

Les terres expropriées aux familles envoyées en exil à Diyarbakır (1925-1949)	
Distribuées aux « peuples locaux »	40.787 acres
Distribuées aux immigrés	85.711 acres
À la disposition du Trésor	60.163 acres
<b>Total</b>	<b>187.661 acres</b>

Pour les paysans qui s'étaient installés sur les terres des exilés, le retour de ces familles équivalait à une expropriation. Şahin Cizrelioğlu parle de conflits sanglants entre les paysans et les seigneurs de retour<sup>45</sup>. Rıfki Arslan, dans une étude sur la propriété terrienne dans la région de Diyarbakır, conduite dans les années 1960, reçoit de nombreux témoignages sur les tensions que génère le retour des exilés. Souvent, les paysans font appel à un « homme politique de la ville », du parti opposé à celui de l'agha, pour obtenir sa protection en échange de leur vote<sup>46</sup>. C'est à partir de la fin des années 1940, au moment du retour des exilés, que les paysans d'origine immigrée (venus des Balkans) commencent à partir pour rejoindre la Thrace ou l'ouest du pays, s'ils ont de la famille là-bas<sup>47</sup>. Certains témoignages rapportent aussi que certains paysans ont rendu leurs terres sans discuter, ou les ont vendues à un prix dérisoire<sup>48</sup>.

### Les rivalités entre grandes familles

De nombreux témoignages de membres de familles qui avaient été envoyées en exil évoquent la rivalité qui naît à leur retour avec les familles qui n'avaient pas été déportées. Beaucoup de mémoires mentionnent la famille Piriñçcioğlu, qui est toujours restée étroitement liée à l'État<sup>49</sup>. Piriñçcizade Aziz Feyzi a été l'un des principaux exécutants du génocide arménien dans la région de Diyarbakır, avec son cousin Piriñçcizade Bekir Sıdkı, et a été largement récompensé pour cela par l'État turc<sup>50</sup>. Il est nommé ministre des

45. DİKEN Ş., *op. cit.*, p. 219.

46. ARSLAN R., *Diyarbakır'da toprakta mülkiyet rejimleri ve toplumsal değişme: oniki yerleşme ünitesi*, s.l., Diyarbakır Tanıtma, Kültür ve Yardımlaşma Vakfı, 1992, p. 124.

47. *Ibid.*, p. 170.

48. DİKEN Ş., *İsyan Sürgünleri*, *op. cit.*, p. 221.

49. *Ibid.*

50. POLATEL M. et UNGOR U., *Confiscation and Destruction: The Young Turk Seizure of Armenian Property*, London, Continuum Publishing Corporation, 2011, p. 155-159.

## Un espace en mouvement

travaux publics en 1920, et une belle maison lui est attribuée, à Istanbul, dans le quartier de Kadıköy. Durant la révolte de 1925, Aziz Feyzi apporte un soutien logistique aux opérations de l'État. Il est décoré de la médaille de l'indépendance en 1927. Bekir Sıdkı, quant à lui, obtient de nombreux avantages financiers : dans les années 1930, il possède plusieurs appartements et magasins à Istanbul. Après la Première Guerre mondiale, la famille fait fortune grâce à des usines de farine, qu'elle possédait avant la guerre, mais qu'elle parvient à moderniser. Rapidement, la famille Pirinçcioğlu prend le contrôle de l'économie de la région. Dans les années 1930, le président de la Chambre de commerce de Diyarbakır est Nedim Pirinçcioğlu, un cousin de Aziz Feyzi. Les représentants et importateurs de grandes compagnies étrangères sont généralement issus des familles Pirinçcioğlu et Uluğ<sup>51</sup>. Edip Pirinçcioğlu, l'un des fils de Aziz Feyzi, profite également de l'impôt sur la fortune (« *varlık vergisi* »), une taxe destinée aux non-musulmans, pendant la Seconde Guerre mondiale. Lorsqu'une branche locale du Parti républicain du peuple ouvre à Diyarbakır en 1944, ce sont essentiellement des membres des familles Pirinçcioğlu et Tigrel qui deviennent les cadres locaux du parti<sup>52</sup>. Ces derniers tentent d'intriguer pour que les familles revenues d'exil y retournent aussitôt<sup>53</sup>. La rivalité entre les familles qui ont été envoyées en exil et celles qui sont restées détermine aussi la tendance politique des familles qui reviennent d'exil : ne pouvant pas entrer au Parti républicain du peuple, elles sont forcées d'entrer au Parti démocrate pour s'opposer aux familles qui sont restées.

## La politique locale et le Parti démocrate

Nazim Önen est le premier, à Diyarbakır, à quitter le CHP pour fonder la branche locale du DP. C'est un notable de la ville, proche du CHP – son entrée en politique remonte à 1908, aux côtés du Comité Union et Progrès ; il a alors 21 ans. Il est plusieurs fois maire de la ville entre 1925 et 1935. Le 24 juin 1946, sept mois après la fondation du DP, Tahsin Cahit Çubukçu, qui est le directeur du comité CHP de Diyarbakır, envoie une lettre au comité central du CHP pour y raconter les efforts du DP pour fonder une branche locale à Diyarbakır<sup>54</sup>.

51. *Ibid.*, p. 162.

52. Archives BCA 490 0 001 000 000 152 609 1 – 246. Un document indique la liste suivante : Agah Arman, Abdullah Pirinççi, Resat Köksal, Tahsin Cubukçu, Adil Tigrel.

53. DİKEN Ş., *İsyan Sürgünleri*, *op. cit.*, p. 221.

54. ÇAĞLAYAN E., *Cumhuriyetin Diyarbakır'da Kimlik İnşası: (1923-1950)*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2014, p. 59.

## De l'exil à la représentation parlementaire...

En 1947, les membres les plus actifs de la branche du DP nouvellement ouverte sont Kamil Taysi, Nuri Onur et Nazim Önen. Kamil Taysi est un médecin militaire qui n'est pas né à Diyarbakır, mais y a vécu de longues années. Il est connu et apprécié, en raison d'un vaccin qu'il aurait trouvé et dispensé gratuitement contre la leishmaniose<sup>55</sup>. Nuri Onur est lui aussi né dans une famille de notables et propriétaires terriens, il a 37 ans lorsqu'il fonde la branche locale du DP. Il sera maire de la ville de 1950 à 1957. De fait, la mobilisation de ce petit groupe porte ses fruits. En 1948, Refik Koraltan et Fuat Köprülü entreprennent un voyage dans le Sud-Est. Ils sont accueillis à Diyarbakır par une foule de 60 000 à 70 000 personnes<sup>56</sup>, et sont reçus dans la maison de Kamil Taysi, qui deviendra député du parti en 1950<sup>57</sup>.

Le 30 décembre 1949, le journal *Zafer*, organe du Parti démocrate au niveau national, diffuse l'information selon laquelle Naciye Güran, Mustafa Ekinci, Yusuf Azizoğlu, Mehmet Unal et (Hazrolu) Behram Budak quittent le CHP pour rejoindre le DP<sup>58</sup>. Le secrétaire général du CHP envoie une lettre au comité départemental du CHP à Diyarbakır pour demander si cette information est véridique. La réponse faite le 8 janvier 1950 par Tahsin Cahit Cubukçu donne une bonne idée du climat politique à Diyarbakır à la veille des élections de 1950. Sur les personnes mentionnées, explique Tahsin Cahit, trois viennent de familles qui ont été envoyées en exil (« *garbe nakledilenlerden* ») : Mustafa Ekinci, Hazrolu Behram Budak et Yusuf Azizoğlu. Ces personnes ont « fait front contre le parti du peuple par leur tendance et leur mentalité politique, et ont montré leur hostilité dès qu'elles sont rentrées d'exil ». (« *Bu şahıslar (...) memlekete avdet ettikleri gündən beri siyasi temayül ve zihniyetleri itibarile partimize karşı cephe almış ve düşmanlık hissi göstermişlerdir.* »). Hazrolu Behram Budak, quant à lui, essaie de montrer son attachement au parti du peuple, mais face au « peuple », il n'« hésite pas à dire qu'il va tout faire pour se venger du gouvernement qui l'a envoyé en exil » (« *Hükûmete bağlılık ve sadakat his-sini izhar etmekle beraber halk arasında kendisini Garbe nakleden hükûmetten intikam almak için elinden geleni yapacağını söylemekten de çekinmemiştir.* »).

.....  
55. ARSLAN R., *op. cit.*, p. 58.

56. Selon les souvenirs de Refik Koraltan, qui est susceptible d'avoir exagéré les choses. KORALTAN R., *Demokratlar*, İstanbul, Tımas Yayınları, 2013, p. 117. La lettre du *vali* de Diyarbakır, A. Rıza Ünal, au secrétaire général du CHP, donne les chiffres de 400 à 500 personnes. Archives BCA, 030.01/66.409.2 (cité dans ÇAĞLAYAN E., *op. cit.*, p. 68.)

57. ÇAĞLAYAN E., *op. cit.*, p. 68.

58. Archives BCA 490 0 001 000 000 152609 1.

## Un espace en mouvement

Sur ces cinq personnes, seul Mustafa Ekinçi est passé à l'action : il a mis une jeep qui lui appartient à disposition du parti, et part faire le tour de la région pour faire la propagande du Parti démocrate. Dans ces « discussions » (« konuşma »), Mustafa Ekinçi parle de l' « événement d'Özalp », de l' « événement de Karaköprü », des envois en exil, et donne d'autres exemples du despotisme du gouvernement (« *hükûmetin sözde zalimane siyasetine misal göstermekte* »). Il prétend aussi que, si le DP arrive au pouvoir, les dettes des paysans pour acheter du grain seront effacées et que les propriétaires terriens seront empêchés d'avoir des tracteurs – ce qui était cause de chômage pour les paysans. Dans cette région, poursuit Tahsin Cahit, on sait que 80 % des paysans ne possèdent pas de terre. Même si une commission est venue dans la région distribuer les terres du Trésor, elle n'a pu satisfaire que 5 % des demandes. La loi de partage des terres était très populaire, mais le Parti démocrate arrive à empêcher que les bénéfices de cette loi ne viennent au CHP, en demandant que les commissions travaillent mieux. Le 4 avril 1950, un rapport du Parti du peuple<sup>59</sup> montre que le Parti démocrate progresse rapidement : une branche du DP a ouvert à Kulp et « plus de la moitié de la population a échappé [au Parti républicain du peuple] ». À Silvan, le Parti démocrate a ouvert plusieurs branches, notamment à Hazro. À Lice, le Parti démocrate étend ses branches, et à Çermik aussi.

Ainsi, ce groupe d'élites kurdes entre en politique en prenant appui sur une double dynamique : celle des idées et celle du contexte social local. Les événements des années 1930, les politiques arbitraires que l'État fait subir aux élites kurdes, au premier chef desquelles les envois en exil, font naître un sentiment d'injustice, et jettent les bases d'une politisation qui commence sur les bancs de l'université, et surtout dans les foyers pour les jeunes venus de l'« Est ». Rapidement séduits par le Parti démocrate, une partie de cette jeunesse est entraînée en politique. Mais cette politisation « par le haut » se double d'une question sociale qui se joue au niveau local. Le retour des exilés à Diyarbakır, qui se fait dans un contexte troublé et marqué par la question agraire et les conflits de pouvoir avec les grandes familles rivales, marque véritablement l'entrée en politique de cette nouvelle génération. Comme le disent Cemalettin Canlı et Halil İbrahim Uçak<sup>60</sup>, pour la famille Cemiloğlu,

.....  
59. Archives BCA 490 0 001 000 000 365 1537 1.

60. UÇAK H. İ. et CANLI C., *Hattın Dört Yanında Cemilpaşazadeler*, Ankara, Dipnot Yayınları, 2012, p. 395.

entrer en politique aux côtés du Parti démocrate à la toute fin des années 1940 est une façon d'exister à nouveau sur la scène locale, de retrouver une clientèle, d'investir une organisation politique et de se garantir un accès à l'État dans un contexte où les branches locales du CHP sont étroitement contrôlées par les familles rivales, et notamment la famille Piringçizade. Le fait que Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu adhèrent au Parti démocrate aussi tardivement que fin décembre 1949, seulement quatre mois avant les élections, montre bien que leur objectif était, avant tout, de devenir députés et d'entrer au parlement.

La campagne porte ses fruits et la liste du Parti démocrate remporte triomphalement les élections : Mustafa Remzi Bucak, Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu entrent au parlement. Cette nouvelle génération se définit donc dans un va-et-vient entre les deux échelles, locale et nationale. Sans une ressource locale, ils ne seraient rien à l'échelle nationale, tandis que la place qu'ils occupent au niveau national leur apporte un surcroît de légitimité sur le plan local.

### **« Faire face au passé » : l'activisme des députés de Diyarbakır au parlement**

Une fois entrés au parlement, trois députés de Diyarbakır, Mustafa Remzi Bucak, Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu, s'emparent de plusieurs affaires liées à la question kurde : deux d'entre elles concernent des crimes de l'État turc contre les Kurdes, les deux autres portent plutôt sur des questions plus générales de discriminations à l'égard des Kurdes. En décembre 1950, Mustafa Ekinci pose une question sur l'affaire de Mustafa Muğlalı, du nom du général responsable de l'exécution extra-judiciaire de 33 civils kurdes en 1943. En janvier 1952, Mustafa Remzi Bucak demande l'abolition de l'inspectorat général à l'est du pays. En janvier 1953, Mustafa Ekinci demande à ce que la lumière soit faite sur l'événement de « Karaköprü », qui a trait à l'exécution sans procès, en 1936, de 103 civils, pour « banditisme ». Enfin, d'avril à mai 1953, Mustafa Remzi Bucak, Yusuf Azizoğlu et Nazım Önen posent une question écrite sur le discours d'incitation à la haine raciale [contre les Kurdes] dans la presse turque. Certaines de ces affaires, comme celle de Mustafa Muğlalı ou de Karaköprü, reviennent devant le parlement en 1956. Mais globalement, les interventions « politiques » des députés de Diyarbakır

## Un espace en mouvement

ont lieu entre 1952 et 1953, sur une période de temps très court par rapport à l'ensemble de la décennie démocrate.

Nous évoquerons assez rapidement les affaires en elles-mêmes, qui mériteraient une analyse détaillée. L'événement de Mustafa Muğlalı a déjà fait l'objet d'un travail fouillé de la part d'Ismail Beşikçi<sup>61</sup>. L'événement de Karaköprü, lui, a reçu un intérêt beaucoup plus tardif de la part des historiens et des journalistes, et les faits demeurent, dans une large mesure, assez obscurs. Nous nous concentrerons ici sur le traitement de ces affaires par les trois députés de Diyarbakır, la façon dont ils s'emparent des faits, et le registre employé. Même si, nous le verrons, le discours de ces trois députés est très éloigné de toute prétention nationaliste, il revendique avec force une égalité de traitement entre citoyens turcs et kurdes.

## Le poids du contexte

L'émergence de ces affaires sur la scène parlementaire est fortement liée au contexte, celui de l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate, et de la compétition entre les deux partis. Elle répond d'abord à la volonté du Parti démocrate de juger les crimes du Parti républicain du peuple. D'ailleurs, il est intéressant de voir que c'est un député d'Eskişehir, İsmail Hakkı Çevik, et non le député d'une région kurde, qui porte pour la première fois l'affaire de Mustafa Muğlalı (ou des « 33 balles de plomb »<sup>62</sup>) devant le parlement, en 1948<sup>63</sup>. Le but, alors, est clair. Il s'agit, dans un contexte de compétition politique, de donner de la publicité aux « crimes » du CHP. Une enquête est ouverte, qui aboutit à la condamnation à mort de Mustafa Muğlalı, transformée en peine de prison à vie. Mustafa Muğlalı meurt le 11 décembre 1951. L'affaire est oubliée jusqu'en 1955. Après le pillage des magasins grecs à Istanbul, Ankara et Izmir les 6 et 7 septembre 1955, l'opposition CHP condamne l'implication du pouvoir DP dans ces crimes. C'est dans ce cadre que l'affaire réapparaît sur la scène parlementaire. Finalement, en avril 1958, un rapport d'enquête fait la lumière sur cette histoire, mais en déclarant qu'il y a prescription. Même si cette affaire

.....  
61. BEŞİKCİ İ., *Orgeneral Mustafa Muğlalı olayı: Otuzüç Kurşun*, İstanbul, Belge-Uluslararası Yayıncılık, 1991.

62. Du nom d'un poème de Ahmed Arif, 33 Kurşun (« 33 balles de plomb »), écrit en 1968, qui a joué un rôle médiateur pour la construction d'une mémoire collective autour de cette affaire.

63. T.B.M.M. *Zabıt Ceridesi-Doksan Birinci İtikat*, Ankara, T.B.M.M. Basimevi, 1956, vol.15, p. 388.

a une forte valeur d'exemple, et un fort retentissement – c'est la première fois qu'un général de l'armée est condamné pour des violences contre des populations kurdes – les députés de Diyarbakır n'ont finalement pas un rôle déterminant dans le processus.

### « Faire face au passé » : l'affaire de Karaköprü

Dans l'affaire de Karaköprü, en revanche, les députés de Diyarbakır, et notamment Mustafa Ekinci, ont un rôle moteur. Comme les faits sont plus obscurs et moins connus que l'affaire de Mustafa Muğlalı, il importe d'en donner un court résumé ici. En 1936, des bandits qui travaillaient en Syrie pour la famille Cemiloğlu passent la frontière pour piller les usines de farine de la famille Pirinççioğlu. Ils n'y parviennent pas et, sur le chemin de retour, décident d'arrêter les voitures pour détrousser les voyageurs. Parmi ces voitures, il y en a une dans laquelle se trouvent des hauts fonctionnaires. Les bandits rentrent en Syrie, d'où la France mandataire refusera de les extradier pendant quelques années. Dans l'intervalle, les autorités administratives de la région, et notamment le gouverneur, Fehmi Vural, et l'inspecteur général, Abidin Özmen, font arrêter des groupes de gens dans plusieurs villages, les emmènent en dehors de la ville, et les font fusiller. En tout, 103 personnes, qui n'avaient rien à voir avec les bandits venus de Syrie, seront exécutées de la sorte<sup>64</sup>. En réalité, il faut comprendre ces exécutions comme un règlement de comptes local, dans lequel les autorités étatiques ont été instrumentalisées. Tous ceux qui ont été arrêtés et puis assassinés lors de l'événement de Karaköprü étaient très connus dans leur localité. Ils n'avaient aucun rapport avec les actes de brigandage. Mais la grande proximité qui liait Abidin Özmen, l'inspecteur général, et la famille des Pirinççioğlu<sup>65</sup> ainsi que la grande crainte de l'inspecteur général de voir des revendications kurdes se faire jour dans la région, ont fourni l'occasion aux autorités étatiques de donner une « leçon » aux Kurdes. D'un côté, les notables qui collaboraient avec l'État, comme les Pirinççioğlu, ont chargé cette attaque d'un sens politique qu'elle n'avait pas nécessairement pour mobiliser les forces étatiques contre leurs opposants ; de l'autre côté, cette rivalité locale a servi à justifier une série d'assassinats contre des personnalités « stigmatisées » par l'État.

64. FAZİL N., "*Karaköprü trajedisi ve çekilen dayaklar*" [La tragédie de Karaköprü et les coups reçus], Büyük Doğu, le 24 février 1950.

65. *Karaköprülül*, <http://www.adanamedya.com/karakopru-16169h.htm>, 14 juillet 2009, (consulté le 12 novembre 2016).

## Un espace en mouvement

C'est d'abord Necip Fazıl Kısakürek (1904-1983), écrivain et poète nationaliste turc, religieux – il deviendra une icône de l'extrême-droite turque –, qui aborde publiquement, pour la première fois, l'événement de Karaköprü. Avec le pseudonyme de « *Dedektif X Bir* », il publie une série d'articles nommée « *Doğu Faciası* » (« La Tragédie de l'Est »), à partir du 27 janvier 1950, dans sa revue *Büyük Doğu* (« *Le Grand Est* »).<sup>66</sup> Il est intéressant que Necip Fazıl, plutôt connu pour son nationalisme tonitruant, s'empare de cette affaire. Toutefois, Musa Anter affirme dans ses mémoires qu'il était son ami, et que son épouse était kurde, ce qui explique une certaine sensibilité aux crimes de l'État contre les Kurdes. En 1950, Mustafa Ekinçi se saisit de cette affaire, et demande qu'une enquête soit ouverte.

Le 26 décembre 1952, Ekinçi pose à nouveau la question aux ministres de l'Intérieur et de la Justice. En 1952, les Pirinççioğlu sont encore les opposants du groupe des députés DP et de leurs soutiens locaux, dont la famille Cemilpaşa fait partie. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les efforts de Mustafa Ekinçi pour faire la lumière sur cette affaire. Osman Şevki Çiçekdağ, le ministre de la Justice, confirme qu'il y a eu, au moment des faits, une réunion sous la direction de Şükrü Kaya (qui était à l'époque ministre de l'Intérieur) en présence de Kazım Orbay (qui était premier inspecteur de l'armée), d'Abidin Özmen (le premier inspecteur général), ainsi que du septième commandant du corps d'armée, et des *vali* de Diyarbakır et de Mardin. Selon Çiçekdağ, lors de cette réunion, Şükrü Kaya a donné l'ordre d'organiser une grande opération militaire à Diyarbakır, à Mardin et à Urfa. « Dans ce contexte, dit-il, il faut aussi interroger le ministre et les autres responsables ».<sup>67</sup> Finalement, le 9 janvier 1953, une commission d'enquête formée de cinq députés est créée. Mais le rapport de cette commission d'enquête n'a jamais été présenté au parlement<sup>68</sup>.

Le registre employé par Mustafa Ekinçi est de deux ordres. Une argumentation rationnelle développe les arguments suivants : on ne peut fonder la confiance entre un peuple et son gouvernement que sur une investigation des crimes du passé ; le devoir de l'État, avant de sortir les citoyens de l'Est

66. BİR, D. X., "Karaköprü trajedisi ve çekilen dayaklar" [La tragédie de Karaköprü et les coups reçus], *Büyük Doğu*, le 24 février 1950, p. 3.

67. T.B.M.M. *Tutanak Dergisi: Yirmi İkinci Birleşim*, Ankara, T.B.M.M. Basimevi, 1952, vol.18, p. 433-437.

68. T.B.M.M. *Zabıt Ceridesi- Besinci İtikat*, Ankara, T.B.M.M. Basimevi, 1956, p. 84.

du sous-développement, est d'assurer, par le droit, la sécurité de leurs vies et de les protéger de la violence de l'État même. Cette argumentation se double d'un ton beaucoup plus accusateur envers Abidin Özmen, l'inspecteur général de l'époque, qu'il nomme « *Cinayetler kahramanı* », le « héros des crimes », et le registre comique n'est pas négligé. Abidin Özmen est parfois aussi nommé par un jeu de mots « *Öküzmen* », le « bœuf ». L'inspecteurat général est comparé à la Gestapo allemande. Le député fait aussi appel à l'émotion, en donnant des exemples tirés des histoires de la vie de ceux qui ont été assassinés à Silvan ou à Bismil, et en parlant des envois en exil, des massacres de femmes et d'enfants<sup>69</sup>.

### Naissance d'un discours légaliste

C'est dans ces années que naît un nouveau discours kurde, que nous avons appelé « légaliste ». Ce nouveau discours repose sur deux éléments qui ne vont pas l'un sans l'autre : une condamnation des crimes de l'État envers les Kurdes, et de toute discrimination à l'égard des Kurdes, et la négation de toute revendication concernant la souveraineté.

Les termes employés par les députés de Diyarbakır pour condamner les crimes de l'État contre des citoyens innocents peuvent être vigoureux. Dans son discours pour l'abolition des inspections générales, Mustafa Remzi Bucak condamne les pratiques de cette institution entre 1928 et 1952 dans des termes très forts : il compare l'inspection générale au « *gouvernorat général de l'Inde* » sous la colonisation britannique<sup>70</sup>. Ces débats au parlement provoquent une nouvelle vague de réactions dans la presse turque. Deux journalistes turcs, Hüseyin Cahit Yalçın (*Ulus Gazetesi*) et Ahmet Emin Yalman (*Vatan Gazetesi*), accusent les députés kurdes de Diyarbakır de « réveiller » la cause kurde. Yusuf Azizoğlu et Mustafa Ekinci répondent à ces deux journalistes dans un journal local de Diyarbakır, *Sark Postası*. Mustafa Ekinci écrit ainsi le 10 janvier 1953 : « *en vérité, la tragédie de Karaköprü [...] est seulement l'un des maillons d'une série de meurtres commis à l'Est. Il y a des centaines et des centaines de massacres inconnus comme celui-ci. Et ce ne sont pas des révoltes comme Cheikh Said, Ağrı et Tunceli, qui méritaient une punition. Ces citoyens innocents ont subi le sort qu'ils ont subi, certains, parce qu'ils avaient les sourcils noirs, d'autres, les yeux marrons, d'autres encore la moustache pointue, et d'autres enfin,*

69. T.B.M.M Tutanak Dergisi: *Yirmi İkinci Birleşim*, op. cit., p. 433-434.

70. T.B.M.M Tutanak Dergisi: *Yetmiş Sekizinci Birleşim*, Ankara, T.B.M.M. Basımevi, 1953, vol.22.

## Un espace en mouvement

*la tête haute* »<sup>71</sup>. En effet, il est paradoxal que ces affaires concentrent l'attention des députés kurdes alors que le nombre de morts, trente-trois, puis cent trois pour l'événement de Karaköprü, n'a rien de comparable avec les milliers de morts victimes de la répression de la révolte du Cheikh Said en 1925, ou de la destruction de la région du Dersim en 1937-1938. Mais, comme le dit Yusuf Azizoğlu lui-même dans son article, contrairement à ces derniers événements, les affaires de Mustafa Muğlalı ou de « Karaköprü » comportent l'avantage de n'avoir pas le moindre rapport avec un quelconque nationalisme kurde.

Ainsi, pour les élites kurdes qui reviennent d'exil en 1947, la fondation du Parti démocrate représente une fenêtre d'opportunité. Cette opportunité nécessite, en même temps, le conformisme le plus net, et l'adhésion la plus stricte à un « pacte de la turcité »<sup>72</sup>. La critique des politiques du parti unique ne porte pas sur l'écrasement de l'identité kurde, mais sur la violence d'un État contre ses propres citoyens. Les interventions des députés sur les discours d'incitation à la haine contre les Kurdes en sont un bon exemple : les députés se plaignent d'être traités de Kurdes – ils se désignent eux-mêmes, le plus souvent, comme les « gens de l'Est ». C'est dire à quel point l'idée d'une souveraineté kurde est loin de leurs préoccupations. Le 27 avril 1953, Yusuf Azizoğlu se plaint dans une motion au parlement de ce que « ces derniers temps, il est fréquent de tomber, dans certains journaux, sur des écrits qui humilient, provoquent et insultent les citoyens de l'Est. (...) Croyez-vous que ces provocations (*tahrikler*), qui brisent l'unité de la nation, qui désignent comme Kurdes une vaste masse de citoyens, qui, en retour, rendent d'autres gens ennemis des gens de l'Est, et sèment les ferments de la discorde dans le pays, sont des actions sans effets négatifs (*zararsız*) et permises (*mubah*) ? »<sup>73</sup>. Ce discours des « droits de l'homme », qui sera majoritaire chez les Kurdes

71. "Bu masum vatandaşlar, kiminin kaşı kara, kiminin gözü ela, kiminin bıyığı sivri, kiminin başı dik olduğu için bu hallere maruz birikilmişlerdir.", EKİNCİ M., « Ahmet Emin Yalman'a Cevap », *Şark Postası*, Ocak 1953, vol. 66.

72. Pour ce terme voir ÜNLÜ B., "Tüklük Sözleşmesinin İmzalanışı", *Mülkiye Dergisi*, 2014, 38 (3), p. 47-81.

73. ("Son zamanlarda bazı gazetelerde Doğulu vatandaşları istihdat eden, tahkir ve tahrikimiz neşriyate sık sık tesadüf edilmektedir. (...) Memleket birliğini bozan, geniş bir vatandaş kitlesini Kürt, Kürtler, Kürdüstan diye tavsif eden buna mukabil diğer vatandaşları Doğululara düşman yapan ve memlekette nifak tohumları serpen bu tahrikler, zararsız veya mubah hareketlerden mi telakki edilmektedir?") *T.B.M.M Tutanak Dergisi: Beşinci Birleşim*, Ankara, T.B.M.M. Basimevi, 1953, vol.25, p. 261.

« politisés » jusqu'au début des années 1970, a constitué le cœur du légalisme de cette nouvelle génération. Dans le courant des années 1970, un discours beaucoup plus radical sera porté par une nouvelle génération, plus jeune.

La tentative de porter la question kurde devant le parlement s'achève sur un échec. La lumière ne sera jamais totalement faite sur les « affaires » de Mustafa Muğlalı et de Karaköprü. En 1955, Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu sont exclus du Parti démocrate, suite à un conflit factionnel : Nuri Onur, leur rival au sein du parti, parvient à les exclure en les accusant de propagande « kurdiste ». Mustafa Ekinci perd la vie au début de 1958. Mustafa Remzi Bucak s'exile aux États-Unis en 1959 face aux menaces de plus en plus lourdes qu'il subit. Il raconte un dialogue avec Celal Bayar, le président de la République, lors d'un dîner au palais présidentiel, de la façon suivante<sup>74</sup> : « Lors d'un repas au palais présidentiel, Celal Bayar vient me voir, il me prend par le bras et fait quelques pas pour m'entraîner à l'écart des autres. "Remzi bey, dit-il. Je sais qui tu es. Je sais ce que tu manigances. Nous suivons de près chacun de tes mouvements. N'oublie pas : la question kurde est, pour nous, encore beaucoup plus importante que la question arménienne. Si tu ne veux pas que vous subissiez le même sort, sache que notre tolérance à votre égard est déjà trop grande". Sans attendre de réponse, il lâche mon bras et retourne auprès des autres députés. »<sup>75</sup> Yusuf Azizoğlu, qui avait pourtant adopté une posture plus conformiste que les deux autres, est le cinquième sur la liste des 38 personnes qui « répandent le kurdisme dans notre pays », selon un rapport – daté de 1959 et commandé par Celal Bayar – intitulé « L'idée de kurdisme dans la Turquie d'aujourd'hui et la naissance de ce courant »<sup>76</sup>. En fondant quelques années plus tard le parti de la « Turquie nouvelle », Yusuf Azizoğlu prend définitivement ses distances avec toute forme de revendication concernant les droits des Kurdes.

74. BUCAK M. R., *Bir Kürt Aydınından İsmet İnönü'ye Mektup*, İstanbul, Doz Basım Yayın, 1991.

75. "Köşkteki bir yemekte Celal Bayar, yanıma gelmiş, sağ koluma girerek diğerlerinden bir iki adım ayırdıktan sonra, 'Remzi bey, senin kim olduğunu, ne maksat ve gaye güttüğünü biliyoruz. Hareketini yakından takip ediyoruz. Unutma ki, Kürt meselesi bizim için Ermeni meselesinden çok pek çok daha mühimdir. Aynı akıbetin başınıza gelmesini istemiyorsan, bu kadar muamele ve müsamaha size çoktur bile' demiş ve cevap bile beklemeden kolumu bırakıp, diğer mebusların yanına gitmiş idi."

76. "Türkiye'de Bugünkü Kürtçülük Fikir ve Cereyanının Doğusu". Voir BARDAKÇI M., "Celâl Bayar'ın 1959'da hazırlattığı Kürt raporunda bakın kimler var!", *Haber Türk*, 18 mars 2012p.

## Conclusion

La véritable renaissance du nationalisme kurde n'a eu lieu qu'après le coup d'État militaire de 1960. La constitution de 1961, qui a élargi les libertés civiles, a certainement été l'une des raisons de ce renouveau. Mais il y avait d'autres facteurs importants, le premier étant le coup d'État militaire de 1958 en Irak, qui a permis à Mustafa Barzani de revenir de son exil de dix ans en Union soviétique et la révolte kurde qu'il a lancée en 1961. La présence de certains Kurdes de Turquie parmi les forces de Barzani, les programmes transmis par la radio kurde insurgée et les nouvelles de la révolte dans la presse turque ont eu un effet énorme sur les Kurdes en Turquie, en particulier les jeunes. La révolte les a amenés à écouter leur langue qui était interdite, et à concevoir Barzani comme le père de leur propre nation, contestant ainsi l'autorité morale et historique de Mustafa Kemal. Si cette source du renouveau kurde était en grande partie extérieure à la Turquie, le second facteur concernait spécifiquement la Turquie et était initialement extérieur aux provinces kurdes : le développement d'un mouvement de gauche en Turquie qui attirait les jeunes Kurdes et, plus tard, les grands secteurs urbains kurdes<sup>77</sup>. Tous ces éléments ne sont pas à négliger. Mais un bref aperçu de la première expérience de « militance » kurde au sein d'un parti national, et son échec, qui montrait bien l'impossibilité d'une représentation des problématiques kurdes au parlement, ont aussi précipité une nouvelle génération d'élites kurdes vers l'activisme et la radicalité.

## Bibliographie

ANTER M., *Hatıralarım*, İstanbul, Aram, 2011.

ARSLAN R., *Diyarbakırda toprakta mülkiyet rejimleri ve toplumsal değişme: oniki yerleşme ünitesi*, s.l., Diyarbakır Tanıtma, Kültür ve Yardımlaşma Vakfı, 1992.

ASLAN S., *Nation-building in Turkey and Morocco: governing Kurdish and Berber dissent*, New York, NY, Cambridge University Press, 2015.

BARDAKÇI M., "Celâl Bayar'ın 1959'da hazırlattığı Kürt raporunda bakın kimler var!", *HaberTürk*, 18 2012, <http://www.haberturk.com/yazarlar/murat-bardakci/725769-celal-bayarin-1959da-hazirlattigi-kurt-raporunda-bakin-kimler-var>

.....  
77. BOZARSLAN H., « Kurds and the Turkish state » dans Reşat KASABA (ed.), *The Cambridge History of Turkey*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 345-346.

- BEŞİKCI İ., *Orgeneral Mustafa Muğlalı olayı: Otuzüç Kurşun*, İstanbul, Belge-Uluslararası Yayıncılık, 1991.
- BİR, D. X., "Karaköprü trajedisi ve çekilen dayaklar", *Büyük Doğu*, le 24 février 1950, p. 3.
- BOZARSLAN H., "Kurds and the Turkish state" dans Reşat Kasaba (ed.), *The Cambridge History of Turkey*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 333-356.
- BOZARSLAN H., *La question kurde : États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, 383 p.
- BUCAK M. R., *Bir Kürt Aydınından İsmet İnönü'ye Mektup*, İstanbul, Doz Basım Yayın, 1991.
- ÇAĞLAYAN E., *Cumhuriyetin Diyarbakırda Kimlik İnşası: (1923-1950)*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2014.
- DIKEN Ş., *İsyân Sürgünleri*, İletişim Yayınları., İstanbul, 2010.
- EKİNCİ M., "Ahmet Emin Yalman'a Cevap", *Şark Postası*, Ocak 1953, vol. 66.
- EKİNCİ T. Z., *Lice'den Paris'e Anılarım*, İstanbul, İletişim Yayıncılık, 2010.
- FOURNIER-PLAMONDON A.S, et SAINT-JACQUES J.R., « (Re)Constituer la trajectoire », *Conserveries mémorielles [En ligne]*, 2014, vol. 17.
- GEORGEON F., « Les Jeunes Turcs étaient-ils jeunes ? Sur le phénomène des générations, de l'Empire ottoman à la République turque » dans *Enfance et jeunesse dans le monde musulman*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2007.
- GÖK S., *Tek parti döneminde Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da iskân politikaları, (1923-1950)*, Thèse de doctorat, Dokuz Eylül Üniversitesi, İzmir, 2005.
- GORGAS J. T., *La question kurde : passé et présent*, Paris, L'Harmattan, 2014, 144 p.
- GORGAS J. T., *Le mouvement kurde de Turquie en exil : continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban, 1925-1946*, Bern Berlin Bruxelles [etc.], Peter Lang, 2007.
- KORALTAN R., *Demokratlar*, İstanbul, Timas Yayinlari, 2013.
- LAITIN D. D., *Language Repertoires and State Construction in Africa*, First edition, Cambridge England, New York, Cambridge University Press, 1992, 220 p.
- MANNHEIM K., *Le problème des générations*, traduit par Gérard Mauger et traduit par Nia Parivolaropoulou, (Première édition en 1990), Paris, Armand Colin, 2011.
- MİROĞLU O., *Canip Yıldırım'la Söyleşi Hevsel Bahçesinde Bir Dut Ağacı*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2005.
- POLATEL M. et ÜNGÖR U. Ü., *Confiscation and Destruction: The Young Turk Seizure of Armenian Property*, London, Continuum Publishing Corporation, 2011.
- UÇAK H.I. et CANLI C., *Hattın Dört Yanında Cemilpaşazadeler*, Ankara, Dipnot Yayınları, 2012.

## Un espace en mouvement

ÜNGÖR U. Ü., *The Making of Modern Turkey: Nation and State in Eastern Anatolia, 1913-1950*, New York, OUP Oxford, 2011.

ÜNLÜ B., "Tüklük Sözleşmesinin İmzalanışı", *Mülkiye Dergisi*, 2014, 38 (3), p. 47-81.

WATTS N. F., *Activists in office: Kurdish politics and protest in Turkey*, Seattle, University of Washington Press, 2010.

## Başbakanlık Cumhuriyet Arşivi (Archives républicaines)

BCA 490 0 001 000 000 152 609 1

BCA 490 0 001 000 000 365 1537 1

BCA 490 0 001 000 000 152 609 1 – 246

BCA, 030.01/66.409.2

## Millet Meclisi Tutanak Dergisi (Archives de Assemblée nationale [en ligne])

*T.B.M.M. Zabıt Ceridesi-Doksan Birinci İtikat*, Ankara, T.B.M.M. Basımevi, 1956, vol.15.

*T.B.M.M. Zabıt Ceridesi- Besinci İtikat*, Ankara, T.B.M.M. Basımevi, 1956.

*T.B.M.M Tutanak Dergisi: Yetmiş Sekizinci Birleşim*, Ankara, T.B.M.M. Basımevi, 1953, vol.22.

*T.B.M.M Tutanak Dergisi: Beşinci Birleşim*, Ankara, T.B.M.M. Basımevi, 1953, vol.25.

*T.B.M.M Tutanak Dergisi: Yirmi İkinci Birleşim*, Ankara, T.B.M.M. Basımevi, 1952, vol.18.

*T.B.M.M. Tutanak Dergisi, Yirmi Beşinci Birleşim*, Ankara, 1949, vol.XIV.